

cution de projets obligeait son pays à dépenser des capitaux en capacité additionnelle de production avant d'être capable d'utiliser pleinement la capacité existante. C'est là une deuxième chose à retenir quand on parle de l'efficacité du programme d'aide du Canada. Tous les pays avancés pourraient donner 1 p. 100 de leur produit national brut sans satisfaire efficacement les besoins urgents des pays en voie de développement parce qu'ils ne fourniraient pas la sorte d'aide dont ceux-ci ont un besoin si capital.

Le sénateur CROLL: Monsieur Moran, on ne partage peut-être pas mon opinion autour de la table, mais je crois que les Canadiens n'ont pas la conscience tranquille, eux qui vivent dans une société riche et prospère, et considèrent que nous pourrions faire encore plus. Ils ont l'impression, je pense, que nous nous préoccupons de l'Inde et du Pakistan, mais pas autant des Antilles et que cette partie du monde est négligée par nous. Je parle de l'homme de la rue. J'ignore jusqu'à quel point il est renseigné; il l'est probablement autant que moi, sauf que je connais peut-être plus les gens qui dirigent ce pays là-bas et que j'ai confiance en eux. Cependant, ils estiment que nous n'en faisons pas assez. Les gens visitent les Antilles en touristes et se demandent pourquoi nous ne faisons pas quelque chose pour ces îles. C'est ainsi que les gens jugent les choses. Naturellement, ils ne sont pas juges de la qualité. Je suis loin de vous conseiller de réduire votre qualité, mais telle est en général l'impression que les gens m'ont donnée.

M. MORAN: Quant à la première partie de votre question, monsieur le sénateur, j'ai vécu environ huit ans et demi dans les pays en voie de développement du Moyen-Orient et du sud-est de l'Asie et leurs besoins sont tels que les mots me manquent pour les décrire aux Canadiens. Dans notre pays, nous ne pouvons nous faire aucune idée de ce que représente en réalité un revenu annuel de \$60 par tête.

Au Pakistan, j'avais le cœur serré quand je voyais l'homme qui travaillait dans le jardin. Il était payé \$14 par mois, ce qui faisait de lui un employé si bien payé que je me sentais mal à l'aise vis-à-vis les autres employés de la région. C'était un salaire énorme que je lui versais. Avec \$14 par mois, il entretenait une maison et faisait vivre une femme ainsi que quatre enfants qu'il s'efforçait de nourrir et de faire instruire. Nous n'avons donc aucune idée de la misère qui règne là-bas.

Je n'oserai pas prétendre un instant que les pays occidentaux, le Canada compris, accordent une aide qui soit suffisante quand on la compare à l'immensité des besoins, mais je me suis efforcé de mettre en perspective le point de vue du Canada à ce sujet. Je dis qu'il ne faut pas se soucier uniquement de la quantité, qui est importante, mais qu'il faut songer aussi à la qualité de l'aide canadienne, à la générosité de nos conditions et au genre d'aide que nous accordons à ces pays. Ce sont des facteurs qui compensent en partie ce que certains peuvent considérer comme un effort financier insuffisant.

Quant à la deuxième partie de votre question, les Antilles sont très importantes pour les Canadiens d'un bout à l'autre de notre pays, car c'est une région qui offre pour eux un intérêt très direct, non seulement pour les gens des Maritimes, comme on le dit parfois, mais pour tous les Canadiens. Cet intérêt grandit à cause du nombre croissant de touristes et d'hommes d'affaires canadiens qui visitent cette région tous les hivers et qui reviennent, non seulement comme ambassadeurs, mais aussi comme avocats des îles qu'ils ont visitées. Un jour le mois dernier, j'ai reçu dans mon bureau trois Canadiens qui avaient visité chacun une île différente dans les îles du Vent et dans les îles Sous-le-Vent. A l'homme qui préconisait de l'aide pour l'île «A», j'ai dit que nous avions aussi reçu des demandes en faveur de l'île «B», mais il m'a répondu que nous ne devons rien donner à l'île «B». Le troisième visiteur était d'avis que seule